



CAI
EA

- 2023

Cost Recoverable Technical Assistance Program

What CRTA Is and How It Operates

Cost Recoverable Technical Assistance (CRTA) is a federal government program designed to:

- 1) assist resource-rich developing countries to improve certain sectors of their economies by using the expertise accumulated by Canadian governments; and
- 2) to give increased exposure in those countries to high quality Canadian goods and services (including capital projects).

This is a cost recoverable program: the Canadian government is reimbursed for the costs it incurs by the foreign government or the Canadian firm which contracts for this expertise assistance. The Department of External Affairs, which administers the program, maintains a central interest-bearing deposit fund into which recipient countries and firms pay agreed amounts, usually in advance.

Government sources (federal and provincial departments and quasi-governmental bodies) of the assistance are known as "Action Agencies". They will monitor the contracting and execution of a project on behalf of a foreign government, help a Canadian firm to obtain a contract abroad and, under certain circumstances, train foreign officials or employees of foreign or Canadian firms in specific fields.

All commercial contracts between Canadian firms and foreign countries are negotiated and signed by Canadian private sector organizations unless the client country wants a government-to-government contract.

What CRTA Does for Foreign Clients

Certain government expertise not available in the private sector is offered at cost to foreign countries under CRTA in two ways:

1. Government-to-Government. Potential foreign country clients are likely to be those with active development programs financed from their own resources. There are no firm guidelines for the types of technical assistance that can be made available, but it would generally be compatible with Canadian supply capabilities in goods and services.

For example, as a result of CRTA agreements between Canada and Trinidad and Tobago, Transport Canada and Correctional Service Canada are assisting Canadian firms throughout the duration of projects to redevelop two airports and to construct a prison complex.

2. Through Canadian Companies. Government experts will help Canadian companies bidding on projects abroad to improve the quality of their proposals.

For example, a firm bidding on a project to set up a nationwide network of agricultural research stations in a foreign country could improve the effectiveness and the benefits of its proposal to the client by taking advantage of the expertise of a government agricultural research specialist.

Additional Service. CRTA will arrange for the specialized training of personnel from customer countries, to the mutual benefit of the client and Canada.

For example, the government of a country rich in such natural resources as forests and fish may wish to send selected personnel for further training by Canadian organizations specializing in these fields. This could lead to increased technical co-operation and commercial exchanges between the two countries.

Enquiries

Further information on the CRTA program can be obtained by contacting:

Cost Recoverable Technical Assistance Unit
Office of Trade Development — Asia and Pacific
Department of External Affairs
Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0G2

or the nearest Canadian Trade Office.

CAI
EA
- 2023

Canada

ATFR

Programme
d'aide
technique
à frais
recouvrables



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada



Programme d'aide technique à frais recouvrables

Nature et fonctionnement de l'ATFR

L'ATFR (Aide technique à frais recouvrables) est un programme fédéral qui veut:

- 1) permettre aux pays en voie de développement d'améliorer des secteurs donnés de leur économie en ayant recours aux compétences canadiennes;
- 2) permettre aux firmes canadiennes de faire mieux connaître leurs biens et leurs services de qualité (incluant les projets d'immobilisation) sur les marchés étrangers.

L'ATFR est un programme à frais recouvrables: les frais engagés par le Gouvernement du Canada sont toujours remboursés par le gouvernement étranger ou par l'entreprise canadienne qui a fourni l'aide technique. Le ministère des Affaires extérieures, qui administre le programme, gère une caisse centrale de dépôt, productrice d'intérêt, dans laquelle les pays et les entreprises bénéficiaires versent, habituellement à l'avance, des sommes convenues.

Les ministères fédéraux ou provinciaux, ou les organismes parapublics sont les agents d'exécution. Ils surveillent l'adjudication des contrats et l'exécution des projets au nom d'un gouvernement étranger; ils aident une entreprise canadienne à obtenir un contrat à l'étranger et, dans certains cas, ils forment des fonctionnaires étrangers ou des employés d'entreprises étrangères ou canadiennes dans des domaines particuliers.

Tous les contrats commerciaux entre les entreprises canadiennes et les pays étrangers sont négociés et signés par le secteur privé canadien, à moins que le pays client désire un contrat de gouvernement à gouvernement.

L'ATFR et les clients étrangers

L'aide de l'ATFR est fournie aux pays étrangers de deux façons:

1. **De gouvernement à gouvernement.** Les pays étrangers susceptibles de devenir des clients sont vraisemblablement ceux qui poursuivent des programmes de développement qu'ils financent eux-mêmes. Il n'y a pas de lignes directrices précises concernant les types d'aide technique que le Canada peut fournir, mais en règle générale, il s'agirait d'aide compatible avec la capacité d'approvisionnement du Canada en matière de biens et de services.

Par exemple, à la suite d'accords conclus aux termes de l'ATFR entre le Canada et Trinité-et-Tobago, le ministère des Transports du Canada et le Service correctionnel du Canada aident des entreprises canadiennes à réaménager deux aéroports et à construire une prison, et cela, pendant toute la durée des travaux.

2. **Par l'entremise de sociétés canadiennes.** Les experts gouvernementaux aident les entreprises canadiennes à présenter des soumissions lors d'appels d'offres à l'étranger.

À titre d'exemple, une société qui cherche à obtenir un contrat relatif à un projet d'établissement d'un réseau national de stations de recherche agricole dans un pays étranger, pourrait considérablement rehausser le mérite de son offre en recourant aux services d'un spécialiste de la recherche agricole.

Aide à la formation. L'ATFR permet de conclure des ententes de formation spécialisée pour le personnel des pays clients, ce qui est avantageux, et pour le Canada, et pour le pays étranger.

Par exemple, le gouvernement d'un pays qui regorge de richesses naturelles, comme les forêts et le poisson, souhaitera peut-être envoyer certains de ses fonctionnaires dans des institutions canadiennes spécialisées pour qu'ils acquièrent une formation supplémentaire. Ceci peut mener à un accroissement de la coopération technique et des échanges commerciaux entre les deux pays.

Demandes de renseignements

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'ATFR, prière de s'adresser à la:

Section de l'Aide technique à frais recouvrables (ATFR)
Direction générale de l'expansion du commerce
— Asie et Pacifique
Ministère des Affaires extérieures
Ottawa (Ontario) Canada
K1A 0G2

ou à la Délégation commerciale du Canada la plus près.

3 1761 11553790 4

Canada

CRTA

Cost Recoverable Technical Assistance Program



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada